

LES ZONES GRISES DES RELATIONS DE TRAVAIL ET D'EMPLOI

Un dictionnaire sociologique



MARIE-CHRISTINE BUREAU
ANTONELLA CORSANI
OLIVIER GIRAUD
FRÉDÉRIC REY
(DIRECTEURS)

t
teseo

LES ZONES GRISES DES RELATIONS DE TRAVAIL ET D'EMPLOI

LES ZONES GRISES DES RELATIONS DE TRAVAIL ET D'EMPLOI

Un dictionnaire sociologique

Marie-Christine Bureau,
Antonella Corsani, Olivier Giraud,
Frédéric Rey
(directeurs)

Avec la collaboration éditoriale et scientifique
de Cyprien Tasset

teseo 

Les zones grises des relations de travail et d'emploi : un dictionnaire sociologique /

Marie-Christine Bureau ... [et al.]. - 1a ed. - Buenos Aires :

Teseo, 2019.

678 p. ; 23 x 15 cm.

ISBN 978-987-723-198-4

1. Sociologie. 2. Dictionnaire. 3. Emploi. I. Bureau, Marie-Christine
CDD 301



ISBN: 9789877231984

Le contenu de cette publication est de la responsabilité exclusive des auteur.e.s.

Table des matières

Remerciements.....	11
Introduction.....	13
A.....	19
Artiste	21
Auto-entrepreneur.e.s	35
C.....	47
Comparer les Zones grises	49
Conflits du travail.....	61
Conseillers à l'emploi	71
Coworkers/Coworking.....	83
D	95
Division sexuelle du travail dans l'entreprise familiale	97
E.....	111
Entrepreneur-salarié	113
Entreprise dématérialisée	125
F	137
Fabriques instituanes	139
Figures émergentes	149
Frontière	161
Frontière et statuts de l'emploi.....	171
G	183
Gouvernance biographique.....	185

H	199
Hacker.....	201
Hybridation.....	213
I	227
Indicateur.....	229
Inégalités	243
Intellos précaires.....	255
Intermittents du spectacle.....	267
K	279
Knowledge workers	281
L	291
Licenciement transactionnel.....	293
Lieux de travail.....	303
M	315
Managers de proximité	317
Maternités	325
N	335
Nouvelle division sexuelle du travail.....	337
P	349
Paradigmes de l'emploi	351
Pilote d'hélicoptère au Brésil.....	365
Pluralisme des normes/pluralisme juridique	377
Pluriactivité.....	389
Politiques des firmes multinationales.....	401
Précarité	413
Prolégomènes de la « zone grise ».....	425

R.....	437
Régulations juridiques au Brésil.....	439
Régulations locales.....	453
S	463
Saisonniers agricoles	465
Soft law.....	479
Stagiaire-étudiant.....	489
Subjectivité.....	499
Subordination/Autonomie	509
T.....	521
Temps.....	523
Traductrices et traducteurs	533
Travail gratuit.....	543
Travail indépendant.....	553
Travail indigène / travail colonial.....	565
Travail numérique.....	577
Travailleur post-fordiste.....	589
Travailleur.se.s du care.....	601
Travailleurs économiquement dépendants.....	613
Travailleurs sans-papiers	627
Travailleurs subordonnés sans salaire.....	637
Travailleuses et travailleurs immigrés en France.....	649
À propos des auteurs	665

Knowledge workers

Des années après son émergence, le concept de *knowledge work* reste encore difficile à définir d'une façon consensuelle. Il a été tellement discuté qu'à certains égards, le discours est devenu redondant, hypertrophique et peut finalement prêter à confusion. Par exemple, dans le débat politique et sociologique, des termes tels que « travail cognitif », « travail de la connaissance », « travail immatériel », « travail digital » et « travail créatif » sont souvent utilisés comme s'ils étaient interchangeables. Ce ne sont pourtant pas à proprement parler des synonymes.

Le terme *knowledge work* est inévitablement polysémique, en raison du débat interdisciplinaire dont il a fait l'objet au cours des trente dernières années, et qui a vu se confronter différentes approches théorico-interprétatives. La synthèse – à moins de se contenter de simplifications et de lectures unilatérales – est improbable, outre qu'elle présente un faible intérêt heuristique. Il n'en reste pas moins pertinent de reconstruire les tenants et aboutissants de ce débat et de cerner les diverses conceptualisations possibles du terme.

Pour une histoire du concept (généalogie et contexte culturel)

Le terme *knowledge workers* a été introduit par Peter Drucker (1959), consultant en entreprise et professeur de management, pour désigner une nouvelle catégorie de travailleurs propre aux économies tertiarisées. En première approximation, les *knowledge workers* sont des travailleurs qui mobilisent seulement, ou du moins principalement, leurs facultés cognitives, relationnelles, communicatives, en collaboration avec d'autres travailleurs et/ou des machines dans le cadre de leur activité professionnelle. Ainsi, au centre de leur activité se trouve l'usage combiné de divers savoirs (Butera et al., 2008). Dans les années 1970 et 1980, la forte progression numérique de cette nouvelle catégorie de travailleurs marque le passage d'un capitalisme industriel, fordiste et keynésien – celui des machines mécaniques et des ouvriers « col bleu », basé avant tout sur la production de biens tangibles – à

un capitalisme financier et digital toujours plus imprégné de néolibéralisme. Technologies flexibles, connaissance, services 24/24, costards-cravates, jeux en bourse et investissements sur des biens immatériels sont autant d'éléments qui représentent cette transition. D'où l'intérêt croissant pour l'analyse des conditions sociales et professionnelles des *knowledge workers*, une composante sociale hétérogène et en augmentation progressive dans les sociétés de services.

Depuis les années 1980, un véritable courant de recherche sur la condition des travailleurs de la connaissance s'est développé, sans jamais parvenir à une définition conceptuelle transversale aux différentes approches. Aujourd'hui, la notion désormais la plus diffuse et partagée s'articule autour de l'objet du travail. Elle met en avant l'*input* et l'*output* de connaissances produites par les travailleurs. Dans cette perspective, le travail de la connaissance est celui qui traite et transforme l'information (Drucker, 1994). Enzo Rullani propose quant à lui une définition qui retient à la fois le critère de l'objet du travail et celui du procès du travail : « Généralement, on peut désigner par travail de la connaissance, toute forme de travail qui – comme *output* utile – produit de la connaissance, en utilisant cette connaissance aussi bien pour générer du sens ou des liens dotés de valeur (pour ses interlocuteurs), aussi bien, dans d'autres cas, pour gouverner et engager des transformations matérielles réalisées par des machines et de l'énergie artificielle » (Rullani, 2014).

À la lumière de cette définition, les *knowledge workers* apparaissent comme caractéristiques du monde du travail de notre époque et incarnent certaines de ses principales transformations en cours. En effet, que ce soit du point de vue des relations de travail ou bien des activités et capacités requises, tout le travail est devenu aujourd'hui davantage cognitif, communicationnel et flexible. Le travail « traditionnel » lui-même, qui persiste de manière non résiduelle y compris dans les sociétés hautement tertiariées, est traversé par ces bouleversements. Bien que son contenu soit avant tout « énergétique » et matériel, il requiert une part conséquente de savoir cognitif : savoir maîtriser certaines capacités cognitives transversales de base et les technologies mobiles, savoir comprendre et rapporter des instructions écrites et transmises de façon numérique et, sur cette base, se rapporter aux autres, savoir coopérer de manière active et interagir.

Si l'on entend par *knowledge work* cette dimension relationnelle du travail, on devrait alors sans aucun doute prendre en considération le processus plus général de dé-procéduralisation et d'informalisation qui avec la transition post-fordiste a investi transversalement l'ensemble du monde du travail (Armano, Murgia, 2013 ; Murgia, Maestripieri, Armano, 2016-17).

Si par contre on fait l'hypothèse que c'est avant tout la présence – ou plutôt la prévalence – de la dimension cognitive de l'activité de travail qui définit le *knowledge work*, on peut distinguer le travail générique – qui nécessite d'avantage d'information que dans le passé, mais pour lequel cette dimension n'est pas l'essentiel – et le *knowledge work* à proprement parler – dans lequel cette dimension informationnelle et digitale prévaut. À son tour, le *knowledge work* ainsi défini peut être séparé en deux catégories. D'une part, le « *knowledge work générique* » qui correspond à toute activité de simple traitement et de transformation de l'information. D'autre part, le « *knowledge work spécifique* » qui consiste en un ensemble d'activités qui, en traitant l'information, s'avèrent être innovantes et génératives. On aurait alors le *knowledge work* qui reste en partie composé de travail cognitif-répétitif *low cost*, facilement néo-industrialisable, re-standardisable, remplaçable à l'échelle globale et dévalorisable (Alquati, 2001) et, parallèlement à celui-ci, des segments de *knowledge work* qui contiennent une *connaissance générative* (Rullani, 2014) qui met davantage à profit l'intelligence contenue dans les individus et dans les réseaux qu'ils forment.

Par ailleurs, le *knowledge work* revêt un rôle crucial, représentable à travers l'image des synapses qui s'opèrent entre les cellules neuronales, dans la production de savoirs. Il s'agit en même temps d'un rôle de projection sociale et d'innovation, qui auparavant était avant tout une prérogative du sommet des hiérarchies de la grande entreprise fordiste, confinée dans ses secteurs de Recherche et Développement. De nombreux chercheurs, par-delà les divergences entre leurs analyses, considèrent l'innovation comme un processus exclusivement interne à l'entreprise. Cependant, on est confronté à une situation nouvelle : l'innovation émerge également d'une coopération qui déborde les murs de l'entreprise. Par ailleurs, la distinction entre travail répétitif-standardisé – lié au traitement de l'information reproductible – et travail génératif n'a rien d'évident. La démarcation, par rapport au passé, n'implique plus nécessairement une répartition conséquente des rôles et des

fonctions. Des éléments de travail standardisé et de travail génératif et qualifié ont désormais tendance à se côtoyer au sein d'une même fonction professionnelle.

Une cartographie des sens du concept

La notion de *knowledge worker* est progressivement devenue le cœur d'une série de débats dans un large éventail d'approches scientifiques et de disciplines, de la sociologie à l'économie, de la science politique au néo-marxisme, chaque discipline offrant ses propres instruments conceptuels et ses propres perspectives. Des études sur le *knowledge management* (Nonaka, 1991 ; Davenport & Prusak, 1998) à celles sur l'innovation et les clusters urbains – selon lesquelles les travailleurs de la connaissance sont les protagonistes et les faiseurs d'une société centrée sur l'innovation – les diverses approches théoriques de la notion de *knowledge work* sont poussées par des intentions parfois antithétiques. Dans les études sur la *knowledge economy*, la société de la connaissance hérite des promesses non tenues à la fois de la fin du capitalisme industriel-fordiste (centralité des services, importance des relations et du capital social) et de la *new economy* (centralité des réseaux, de la coopération et de l'échange entre filières).

Plus récemment, dans le contexte italien, et dans la perspective théorique de l'opéraïsme, le *knowledge work* est défini relativement à la mutation technologique, et notamment aux technologies digitales (Bologna, 2015). L'origine du *knowledge work* remonterait aux années 1980, durant lesquelles se déroulèrent parallèlement des phénomènes de décentralisation productive, de tertiarisation et de diffusion des TIC. Des phénomènes suivis, dans les années 1990, par le développement des nouvelles formes de travail indépendant.

Dans l'Italie des années 1950-1970, l'opéraïsme avait analysé la composition sociale de l'usine fordiste en la caractérisant par l'ouvrier-masse et par la chaîne de montage. De même, l'approche méthodologique néo-opéraïste du *knowledge work* repose analyse les modes de production en fonction de l'acteur social et de la machinerie qui le socialise. L'attention, dans la société tertiarisée, est donc focalisée sur le nouveau rapport entre être humain et ordinateur, et sur l'organisation du travail et de la société qui lui correspond. L'être humain socialisé par la technologie digitale paraît davantage individualisé, mais il bénéficie d'un plus grand

degré d'autonomie et de liberté que dans la chaîne de montage, ne serait-ce que par la possibilité de se soustraire au pouvoir disciplinaire qui s'exerce dans l'espace de l'usine et aux horaires de travail. Néanmoins, à la question de savoir s'il bénéficie d'un pouvoir de négociation avec son employeur semblable à celui dont bénéficiaient les ouvriers, Sergio Bologna répond par la négative : « Certainement non. Le pouvoir social ne s'obtient qu'avec la coalition, l'individu seul est toujours subalterne » (Bologna, 2015 : 21). Selon cette définition de *knowledge work*, une très large variété de figures du travail correspond à cette catégorie. Ces travailleurs représenteraient alors une nouvelle classe en soi, qui ne serait cependant pas (encore) devenue classe pour soi.

D'autres approches proposent plutôt une définition du *knowledge work* centrée sur l'importance des technologies de réseau et sur l'usage partagé et interactif de la connaissance. Cette caractérisation certes pertinente est cependant bien plus restrictive que la précédente. Les *knowledge workers* ainsi définis constitueraient alors en effet une élite sociale très restreinte. Cette représentation correspond en particulier aux métiers *web-based* et aboutit à une « e-topie » mythifiée de la créativité (Formenti, 2014). D'un autre côté, cette acception de *knowledge workers* centrée sur la relation au réseau et au développement des TIC, se retrouve dans une littérature tout à fait antithétique sur la figure du *net slave*, du *cybertariat* (Huws, 2015), ou du « précarat de réseau ». Ces définitions similaires interprètent les travailleurs *web-based* comme des victimes de la culture du travail flexible, de la forme déréglementée du marché du travail et du travail de production du réseau à l'échelle globale. Ces lectures qui rattachent le *knowledge work* au travail digital sont basées sur des réflexions théoriques systématiques (Huws, 2015) et sur des travaux ethnographiques approfondis sur la condition des *knowledge workers* du net (Barley, Kunda, 2004).

Pour compléter cette cartographie synthétique du débat, il reste une dernière définition du *knowledge worker* très diffuse et apologétique qui fait référence au contenu créatif de l'activité (Florida, 2014). Elle met en avant la spécificité de l'activité des travailleurs de la connaissance en tant que sujets qui exercent mais aussi *préfèrent* exercer des activités au contenu expressif. L'accent est ici mis sur la préférence, sur la *disposition subjective* et sur l'être créateur de sens à l'intérieur d'un environnement partagé, contrairement au travail fordiste. Cette définition a fait son chemin dans le débat anglo-saxon, en particulier dans celui managérial étatsunien du début des années 2000 sans pour autant être d'un grand

apport théorique pour la compréhension du phénomène. Depuis lors, beaucoup de travaux ont proposé une critique de l'idéologie des pôles créatifs (Lovink, Rossiter, 2007 ; Ross, 2007 ; Gill, Pratt, 2008 ; De Peuter, 2011). De plus, dans la réalité, tout le travail de la connaissance – qui traite et transforme l'information – ne s'avère pas créatif. Cependant, malgré ces limites, la perspective de Florida reste pertinente sur le plan de la géographie urbaine, en invitant à prêter attention à la question des *clusters* d'innovation et à penser les travailleurs de la connaissance comme un tissu social en formation. Sa définition indique en effet que la classe créative nécessite un environnement favorable et révèle que l'innovation n'est pas simplement technologique et que les facteurs de l'innovation ne sont pas seulement économiques. De ce point de vue, les réseaux relationnels et les espaces digitaux comme urbains sont les lieux qui rendent possibles la circulation des personnes et des idées et donc la croissance de réseaux d'interactions personnelles stimulantes.

La pertinence du concept dans la perspective des zones grises du travail

Le *knowledge work*, entendu au sens large (comprenant le travail relationnel, le travail répétitif et le travail génératif) est présent dans une large gamme de secteurs : de l'informatique à l'ingénierie en passant par la formation, la recherche, la communication, les arts, les services et le *care*. Les acteurs sociaux y sont insérés dans une variété de rôles et de contrats. Une composante significative du *knowledge work* est constituée par le travail indépendant, *freelance* et *self-employed* (Bologna, 1997). Cependant, dans son ensemble, il peut être difficilement catégorisé selon la dichotomie qui oppose travail indépendant et dépendant, étant données toutes les possibles conditions contractuelles et les degrés très divers d'autonomie, y compris dans le rapport à la technologie. À cela s'ajoutent d'énormes différences en termes de rémunération en son sein, des managers aux *professionnals*, des techniciens aux opérateurs des *call centers*.

Si à l'ère fordiste la condition structurelle du travail de masse était basée sur une homogénéité substantielle, le *knowledge work* devient significatif avec le changement de paradigme productif et le travail rime alors davantage avec les mots hétérogénéité,

différentiation et individualisation. La croissance remarquable du nombre de travailleurs *self-employed*, par exemple, dévoile la nouvelle configuration du travail qui émerge de la crise du travail salarié et qui se situe dans une zone grise entre *waged labor* et *freelance labor*. En effet, le *knowledge work*, par son hétérogénéité et sa variété structurelle, se situe dans une zone aux limites du travail salarié et du travail indépendant, aux limites de la négociation individuelle et de la négociation collective. Il s'agit d'une « zone grise » des relations et des formes de travail et de production, une zone dans laquelle les droits sociaux, tels qu'ils avaient été institués pendant la période fordiste sont à réinventer.

Dans les tensions contradictoires qui traversent la condition des *knowledge workers* – qui recherchent autonomie, expression et réalisation de soi à l'intérieur de leurs trajectoires professionnelles individualisées – coexistent des logiques diverses : logiques sociales d'expression et de partage-apprentissage, logiques de marché et dimensions contractuelles. Ces logiques se confrontent à des formes multiples de contrôle qui rendent difficile la construction de formes de résistance individuelles comme collectives. À cela s'ajoutent des tensions croissantes dues à la nécessité de se conformer à la fois à l'exigence de compétition et à celle de coopération. De telles ambivalences posent de formidables obstacles à l'élaboration de stratégies de résistance et à l'invention de formes nouvelles de coalition.

Tandis qu'à l'époque fordiste, dans un contexte de croissance et de plein emploi, la répliquabilité de la force de travail et son caractère parfaitement remplaçable ont constitué un élément d'homogénéisation et de force pour l'émergence de l'action collective, aujourd'hui la logique est complètement renversée pour les *knowledge workers*. Avec la globalisation des marchés et la digitalisation, les connaissances codifiées sont devenues mobiles à échelle mondiale, et la capacité de négociation d'une hypothétique organisation syndicale ou groupe d'intérêt est faible. Par ailleurs, une large partie du *knowledge work* est constituée par le travail indépendant exposé à de fortes poussées d'individualisme, comme l'idée d'être patron de soi-même et la figure du *self-made man*. Cela est fort préjudiciable à l'action collective, condition même de l'épanouissement réel d'une potentialité d'autonomie.

Le capitalisme semble donc avoir fait un énorme saut en avant dans sa capacité à contrôler la force de travail : le nouveau sujet n'a pas « la possibilité immédiate de se coaliser, d'adopter une position favorable à la négociation avec l'employeur. Il ne sait

même pas qui est son employeur, s'il s'agit de lui-même ou d'une tierce personne » (Bologna, 2015). Il ne manque pourtant pas de signes de formes embryonnaires de résistance, de néo-mutualisme et de coalition. C'est exactement dans ce que l'on a appelé précédemment les zones grises du travail qu'elles apparaissent, en venant poser la question des droits sociaux dans des termes nouveaux. En effet, si le monde des *freelancers* s'est récemment développé en termes numériques à l'échelle globale, dans le même temps ont commencé à apparaître les nouvelles formes d'auto-organisation en Europe comme sur les autres continents. C'est notamment le cas aux États-Unis, où la part des *independent professionals* est très conséquente. Toutes ces expériences aux histoires et contextes institutionnels-réglementaires divers peuvent emprunter des directions contradictoires. Mais toutes revendiquent de nouveaux droits de partage de la connaissance, d'accès au *welfare* et à l'assistance. Elles embrassent toutes la perspective de la valorisation de l'autonomie et de la reconnaissance publique et ne limitent pas leur action à la simple question de la négociation des conditions de travail et du salaire.

Malgré le fait qu'au plan conceptuel la catégorie *knowledge work* soit trop vaste et générale, elle semble constituer une catégorie d'analyse pertinente pour décrire la transformation générale du monde du travail contemporain. Dans le passé on a bien forgé une catégorie – celle de « travail ouvrier » – qui ne renvoyait pourtant pas à une condition concrète mais plutôt à la généralisation de multiples conditions de travail différentes du point de vue social, géographique et surtout sectoriel. De manière similaire, la catégorie de *knowledge work* englobe aujourd'hui une grande variété d'activités, traversées par de profondes différences entre elles. Néanmoins, les *knowledge workers* partagent des conditions communes, qui dessinent la physionomie d'un nouveau groupe professionnel incarnant un changement plus général advenu dans la structure des sociétés hautement tertiaisées.

Emiliana Armano et Annalisa Murgia
Traduit de l'italien par Tom Montel

Bibliographie

Alquati, R. (2001) *Nella società industriale d'oggi*, Torino: Paper Unpublished.

- Barley, G. & S. Kunda (2004) *Gurus, Hired Guns, and Warm Bodies: Itinerant Experts in a Knowledge Economy*, Princeton: Princeton University Press.
- Armano, E. & A. Murgia (2013) 'The precariousnesses of young knowledge workers. A subject-oriented approach', *Global Discourse*, 3(3-4): 486-501.
- Bologna, S. (1997) 'Dieci tesi per la definizione di uno statuto del lavoro autonomo', in S. Bologna, A. Fumagalli (eds.) *Il lavoro autonomo di seconda generazione. Scenari del postfordismo in Italia*, Milano: Feltrinelli: 13-42.
- Bologna, S. (2015) *Knowledge workers. Dall'operaio massa al freelance*, Trieste: Asterios.
- Butera, F., S. Bagnara, R. Cesaria & S. Di Guardo (2008) *Knowledge Working. Lavoro, lavoratori, società della conoscenza*, Milano: Mondadori.
- Davenport, T.H. & L. Prusak (1998) *Working knowledge: How organizations manage what they know*, Boston: Harvard Business Press.
- De Peuter, G. (2011) 'Creative economy and labor precarity: a contested convergence', *Journal of communication inquiry*, 35(4): 417-425.
- Drucker, P. (1959) *Landmarks of Tomorrow*, New York: Harper & Brothers.
- Drucker P. (1994) *Knowledge Work and Knowledge Society. The Social Transformations of this Century*, Conference John F. Kennedy School of Government: Harvard University.
- Florida R. (2014) *The Rise of the Creative Class-Revisited: Revised and Expanded*, New York: Basic books.
- Formenti, C. (2014) 'Contro la retorica dell'economia della conoscenza', *Sociologia del lavoro*, 133: 159-170.
- Gill, R. & A. Pratt (2008) 'In the social factory? Immaterial labour, precariousness and cultural work', *Theory, culture & society*, 25(7-8): 1-30.
- Huws, U. (2015) 'Capitalism and the Cybertariat: Contradictions of the digital economy', *Monthly Review*, 66(8): <https://monthlyreview.org/2015/01/01/icapitalism-and-the-cybertariat/>.
- Lovink, G.W. & N. Rossiter (2007) *MyCreativity Reader: a critique of creative industries*, Amsterdam: Institute of Network Cultures.
- Murgia, A., L. Maestripietri & E. Armano (2016-17) Special issue 'The Precariousness of Knowledge Workers', *Work Organisation, Labour and Globalisation*, vol. 2/2016, 1/2017.

Nonaka, I. (1991) 'The knowledge-creating company', *Harvard Business Review*, (69)6: 96-104.

Ross, A. (2007) 'Nice work if you can get it: the mercurial career of creative industries policy', *Work Organisation, Labour and Globalisation*, 1(1): 13-30.

Rullani, (2014) 'Lavoro cognitivo', web page:
<https://www.sinistrainrete.info/lavoro-e-sindacato/3374-enzo-rullani-lavoro-cognitivo.html>.

À propos des auteurs

Thomas Amossé, sociologue, administrateur de l'Insee, chercheur au CEET affilié au LISE-Cnam, spécialiste de recherche : socio-économie quantitative du travail et de l'emploi ; sociologie des classes sociales ; socio-histoire de la statistique sociale. A récemment publié : « Les statistiques dans les études de genre : un instrument de dévoilement ? » in Margaret Maruani éd., *Je travaille, donc je suis. Perspectives féministes*. Paris, La Découverte, « Recherches », 2018, p. 31-41 ; « Droit et statistique : éléments d'une histoire croisée. Ce que nous apprennent les œuvres d'Alain Desrosières et Alain Supiot » in Dalloz M. (dir.), *Variations juridiques et sociologiques. Regards experts sur de grandes mutations du Droit*, L'Harmattan, 2016, p. 15-46 ; « The Centre d'Etudes de l'Emploi (1970-2015): Statistics – on the cusp of Social Sciences and the State », *Historical and Social Research*, 2016, p. 72-95.

Emiliana Armano, sociologue, chercheuse indépendante associée au Département de Sciences Sociales et Politiques de l'Università Statale de Milan. Elle travaille sur les processus d'assujettissement et de subjectivation et sur la précarisation dans le capitalisme digital. Sur ces thèmes, au cours des années 2010, elle a publié de nombreux essais et articles en collaboration avec Annalisa Murgia.

Christian Azaïs, sociologue, professeur de sociologie au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers), co-directeur du Lise (Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique) UMR 3320 CNRS, brésilianiste. Co-directeur de l'ouvrage (avec Liana Carleial, Université du Paraná – Brésil) *La « zone grise du travail Dynamiques d'emploi et négociation au Sud et au Nord »*, P.I.E. Peter Lang, 2017. Membre élu du *board* du RC 52 *Sociology of Professional Groups* (International Sociological Association).

Pierre Barron est sociologue, expert auprès des Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). **Anne Bory** est sociologue, enseignante-chercheuse à l'Université Lille 1 et au laboratoire Clersé. **Sébastien Chauvin** est sociologue, enseignant-chercheur à l'Université de Lausanne et à l'Institut des Sciences Sociales. **Nicolas Jounin** est sociologue, rattaché

à l'Université Paris 8. **Lucie Tourette** est journaliste et documentariste, auteure du film *On vient pour la visite* sur les grèves d'intérimaires sans papiers. Ils ont écrit ensemble plusieurs articles sur les grèves de travailleurs sans papiers en France, ainsi qu'un livre : *On bosse ici, on reste ici !*, La Découverte, 2011.

Marie-Christine Bureau est sociologue, chargée de recherche au Lise-Cnam-CNRS. Ses travaux portent sur les mutations du travail et de la protection sociale, ainsi que sur les formes émergentes de coopération. Parmi ses publications : *Reconfigurations de l'Etat social en pratique*, avec I. Sainsaulieu I. (dir) (Presses Universitaires du Septentrion, 2011), *Un salariat au-delà du salariat ?* avec A. Corsani (dir), (Presses universitaires de Nancy, 2012), *Le progrès social : quoi de neuf depuis la Tour Eiffel ?* (Dores et déjà, 2015), *Makers. Enquête sur les laboratoires du changement social*, avec I. Berrebi-Hoffmann et M. Lallement (Seuil, 2018).

Paola Cappellin, sociologue, professeure émérite de sociologie économique et du travail, chercheure au laboratoire AMORJ, Université Fédérale de Rio de Janeiro. Ses recherches portent sur : le monde du travail et les femmes au Brésil ; socio-histoire et genre ; culture et entreprises ; globalisation et responsabilité sociale des entreprises. Dernière publication : « Formes hybrides de négociation. Le renouvellement des conduites, des dispositifs et des normes parmi les entreprises brésiliennes ». In Azaïs Christian, Carleial, Liana (dirs.) *La zone grise du travail – Dynamiques d'emploi et négociation au Sud et au Nord*, 2017.

Patrick Cingolani est professeur de sociologie à l'université Paris Diderot et directeur du Laboratoire de changement social et politique (LCSP). Il a plus particulièrement interrogé les catégories de travail précaire, précaire et précarité et publié sur ces thèmes : *l'Exil du précaire* (1986), *Révolutions précaires* (2014) et récemment *La précarité, Que sais-je ?* (2017 – 5e édition mise à jour). Il a aussi mené des recherches sur la pensée sociologique française et son rapport à l'intégration et au politique. Dans ces deux perspectives, il a plus particulièrement réfléchi sur les diverses hybridations du social, usages des savoirs, de la culture et autodidaxies, pratiques de non consentement et d'évasion, critique des rapports de subordination au travail et formes alternatives de vie et d'activité.

Urwana Coiquaud est professeure agrégée au département de gestion des ressources humaines à HEC Montréal où elle enseigne le droit du travail. Elle est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université Aix-Marseille III (France) et d'un Ph.D en relations industrielles de l'Université de Montréal (en cotutelle). Cochercheuse au Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT) <http://www.crimt.org/> et membre de Réforma <http://reforma.openum.ca/a-propos/>, ses recherches portent principalement sur les impacts des transformations du travail sur le droit du travail. Elle est co-auteure des deux volumes du « Droit des rapports collectifs de travail » aux éditions Yvon Blais (2013-2014) et de nombreux articles sur l'indépendance et les zones grises de l'emploi.

Antonella Corsani est socio-économiste du travail. Elle est enseignante à l'Institut de Sciences Sociales du Travail de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheur membre du laboratoire de recherches IDHES UMR 8533. Ses recherches portent sur les mutations du travail et sur les métamorphoses du salariat. Plus particulièrement, elle s'intéresse aux formes d'organisation qui s'inventent en dehors de l'espace social du salariat classique. Au plan méthodologique, ses recherches s'inscrivent dans les champs de la recherche collaborative et de la recherche-action participative.

Michel Coutu est professeur titulaire de droit du travail et de sociologie du droit à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal. Titulaire d'un doctorat en droit de l'Université Laval (Québec) et ayant complété des études postdoctorales au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, il est chercheur membre du Centre de recherche inter-universitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT). Michel Coutu a été professeur invité à l'IDHE (ENS-Cachan), à la Faculté de droit de l'UCL (Louvain-La-Neuve) ainsi qu'à l'IRISSO (Paris-Dauphine). Parmi ses publications récentes, mentionnons l'ouvrage *Max Weber's Interpretive Sociology of Law* (Londres, Routledge, 2018).

Martine D'Amours est sociologue et professeure titulaire au Département des relations industrielles de l'Université Laval (Québec). Elle est membre du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et de l'Alliance de recherche universités-

communautés sur les innovations dans le travail et l'emploi. Ses principaux intérêts de recherche portent sur les mutations de l'emploi, et en particulier sur les défis que le développement du travail atypique, et notamment du travail indépendant, pose en matière de protection sociale et d'action et de représentation collective de ces travailleurs.

Jacqueline de Bony, chargée de recherche au CNRS, Laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique (LISE, CNRS/CNAM). Ses travaux ciblent l'articulation entre l'individuel et le collectif dans divers champs de recherche (éducation, management, politique) à l'aide d'une approche ethnographique. Ses objets de recherche en lien avec le travail portent sur les processus de décision et de concertation, les processus de gestion et les processus de licenciement. Elle cible les formes d'autonomie et de coopération ainsi que leur articulation aux Pays-Bas et en France dans une perspective comparative.

Claude Didry est sociologue, directeur de recherche au CNRS (Centre Maurice Halbwachs, Ecole Normale Supérieure). Ses recherches portent sur le travail, le droit du travail et les relations professionnelles dans une perspective socio-historique. Elles envisagent l'élaboration des normes de référence pour le travail, tant par la législation que par la négociation, et leur mobilisation, tant dans le cours du travail que devant la justice. Il a notamment publié *Naissance de la convention collective, débats juridiques et luttes sociales en France au début du 20ème siècle* (Editions de l'EHESS 2002) et *L'institution du travail, droit et salariat dans l'histoire* (Editions de la Dispute 2016).

Patrick Dieuaide est Maître de Conférences à l'Université Sorbonne-Nouvelle. Il est membre du Laboratoire "Intégration et Coopération dans l'Espace Européen". Ses domaines de recherche portent sur les politiques d'entreprise et les transformations de la relation d'emploi dans la globalisation, Il a publié de nombreux articles sur le sujet et coordonné deux ouvrages : *Strategies of Multinational Corporations and Social Regulations. European and Asian Perspectives*, (2014, Ed. Springer, 260 p.) et *Globalising Employment Relations ? Multinational Corporations and Central and Eastern Europe Transitions*, (Palgrave Mac-Millan, Londres).

Annie Dussuet est enseignante et chercheuse en Sociologie à l'Université de Nantes et au Centre Nantais de Sociologie (CENS – UMR 6025). Après d'être intéressées au travail domestique non rémunéré, ses recherches portent principalement sur les conditions de travail et d'emploi dans des secteurs de service très féminisés à la frontière des sphères publique et privée, afin de mettre en lumière l'impact du système de genre. Elle dirigera, à partir de 2018, le programme interdisciplinaire PROFAM « Entre profession et famille, les cadres du travail d'aide aux personnes âgées », financé par l'Agence Nationale de la Recherche, portant sur l'ensemble des formes de ce travail d'aide, rémunéré ou non.

Bernard Gazier est professeur de Sciences économiques. Il est membre du laboratoire de recherche CES (Centre d'Économie de la Sorbonne) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ses recherches portent sur le marché du travail, les transitions personnelles et professionnelles, les politiques de l'emploi.

Angela Giglia, anthropologue, est professeur au Département d'Anthropologie de l'Université Autonome Métropolitaine (Iztapalapa) à Mexico. Il travaille sur les pratiques de l'habiter, les usages des espaces publics et l'expérience de la précarité urbaine. Coordonne actuellement une recherche interdisciplinaire sur les marchés publics à Mexico. Parmi ses dernières publications, la coordination du livre *Renovación urbana, modos de habitar y desigualdad en la Ciudad de México*, UAM-Juan Pablos, 2017, disponible aussi en tant que livre électronique. E le livre *Metropoli, espacio publico y consumo*, Fondo de Cultura Económica, 2016 (co-écrit avec Emilio Duhau).

Olivier Giraud est chercheur au CNRS au sein de l'UMR Lise – CNRS, Cnam. Politiste de formation, il est spécialiste d'analyse comparée de l'action publique dans les domaines de la formation professionnelle, de l'emploi et des politiques d'accompagnement de la perte d'autonomie. Il a dirigé en 2017 un numéro du *Zeitschrift für Sozialreform* consacré à l'autonomie dans la protection sociale (avec Stefanie Börner et Silke Bothfeld). Il coordonne au sein du laboratoire Lise avec Barbara Rist une recherche financée par la CNSA sur la thématique de la rémunération des aidant.e.s de personnes en perte d'autonomie qui pose la question de la catégorisation des tâches d'aide et de soin comme activités de travail, mais aussi de leur monétarisation.

Sayonara Grillo Coutinho Leonardo da Silva, juriste, Professeure de droit du travail à l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ-PPGD), magistrate au Tribunal régional du travail de la 1ère Région (TRT-1). Recherche actuelle: *Mapeamento dos Sentidos da Reforma Trabalhista e Direito do Trabalho de Exceção*. A publié: *Relações Coletivas de Trabalho: Configurações Institucionais no Brasil contemporâneo*, São Paulo, LTr, 2008; *Reformas Institucionais de Austeridade, Democracia e Relações de Trabalho*, (dir) avec Emerique, L et al Barison, São Paulo, LTr, 2018.

Charley Hannoun est professeur de droit à l'Université de Cergy-Pontoise. Il est actuellement Directeur du Master II, Droit des sociétés et membre du Laboratoire LEJEP. Outre de nombreuses publications consacrées au droit des affaires, et notamment aux groupes de sociétés, il s'est consacré ces dernières années à l'étude de la financiarisation de l'économie et à la Responsabilité sociale des Entreprises. Il a publié un ouvrage, *Le Droit et les groupes de sociétés* (Paris : LGDJ : 1991) et deux ouvrages collectifs *Le contrôle des entreprises* (Paris : L'Harmattan : 2007) et *la Dématérialisation de l'entreprise*, (Paris : L'Harmattan : 2010).

Helena Hirata, sociologue, directrice de recherche émérite au CNRS, laboratoire CRESPPA-GTM (UMR avec l'Université de Paris 8 St Denis et Paris Nanterre). Membre du comité directeur du réseau MAGE, du comité de lecture des *Cahiers du Genre* et du Collectif National des Droits des Femmes. Recherche actuelle : Intermédiation et travail du *care* dans une perspective comparative. A publié : *Uma nova divisao sexual do trabalho?* Sao Paulo, Boitempo, 2002 ; *Le sexe de la mondialisation*. (dir) avec J. Falquet, D. Kergoat et al, Paris, Presses de Sciences Po, 2010 ; *Etre chômeur à Paris, São Paulo, Tokyo*, avec Demazière, D., Guimarães, N.A., Sugita, K. Paris : Presses de Sciences Po, 2013.

Donna Kesselman, professeure à l'Université Paris-Est Créteil, membre du laboratoire IMAGER (EA 3958). Elle publie sur les questions du travail, de l'emploi et des relations professionnelles dans une perspective comparative (France-Etats-Unis). Elle a été porteuse du projet ANR : « L'évolution des normes d'emploi et nouvelles formes d'inégalités ; vers une comparaison des zones grises ? » (2011-2015). Parmi ses publications récentes les dossiers : « Deux ans de controverses de la présidence Trump... et

l'après. Quel héritage pour l'Amérique? » dans *IdeAs*, hiver 2018, « Work and employment grey zones: new ways to apprehend emerging labour market norms », Editorial en collaboration avec J-Y Boulin, *Transfer*, n.24, 2018.

Michel Lallement est sociologue, professeur du Cnam. Ses travaux portent sur les transformations de l'organisation du travail et des marchés du travail ainsi que sur les utopies concrètes du travail. Parmi ses publications : *Le Travail de l'utopie. J.B.A. Godin et el Familistère de Guise* (Les Belles Lettres, 2009) ; *Tensions majeures. Max Weber, l'économie, l'érotisme* (Gallimard, 2013) ; *L'Âge du Faire. Hacking, travail, anarchie* (Seuil, 2015) ; *Logique de classe. E. Goblot, la bourgeoisie et la distinction sociale* (Les Belles Lettres, 2015) ; *Makers. Un monde social en mouvement*, avec I. Berrebi-Hoffmann et M.C. Bureau (Seuil, 2018).

Lynda Lavitry est sociologue, membre du LEST – Aix Marseille Université, spécialiste des questions d'accompagnement des chômeurs-ses. Sa recherche est ancrée dans la sociologie des intermédiaires de l'emploi, en l'articulant de manière forte avec les transformations des politiques publiques de l'emploi, et les nouvelles normes de traitement et d'encadrement des chômeurs. Ses intérêts de recherche portent sur les effets du traitement institutionnel du point de vue des organisations, des agents et des usagers. Elle s'intéresse en particulier aux notions d'individualisation et de subjectivation, et aux manières dont ces notions se combinent avec la standardisation et les normes gestionnaires.

Annalisa Lendaro est sociologue, chargée de recherches au CNRS au Certop (UMR 5044, Université de Toulouse Jean Jaurès). Ses principaux intérêts de recherche portent sur les politiques migratoires, leurs applications dans les territoires frontaliers, ainsi que sur leurs effets sur les migrants et les résidents de ces territoires. En utilisant des méthodes ethnographiques et en combinant les outils de la sociologie du droit, de la sociologie politique et de la sociologie des migrations, ses études essaient d'une part de mettre en lumière les processus qui traduisent le contournement du droit en des pratiques ordinaires, et d'autre part de saisir le sens que les acteurs accordent à ces pratiques.

Marie Françoise Lozier est chercheur associé en gestion à l'IRISSO à l'Université Dauphine.

Jean-Luc Metzger est sociologue, chercheur associé au CNAM-LISE et au Centre Pierre Naville. Ses travaux portent sur les usages professionnels des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et s'inscrivent dans le courant de la sociologie de la gestion.

Mathilde Mondon-Navazo est docteure en sociologie et en économie. Elle a soutenu en 2016 une thèse réalisée en cotutelle à l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 et à l'Université Fédérale du Rio Grande du Sud, au Brésil. Ses recherches portent sur les transformations de l'emploi, la question de l'autonomie au travail, l'individualisation des trajectoires et l'articulation entre mobilisation de ressources et parcours professionnels. Elle a notamment étudié l'émergence des TIED (Travailleurs Indépendants Économiquement Dépendants) dans une approche comparative France-Brésil. Elle est aujourd'hui chercheuse associée au LCSP à l'Université Paris Diderot et ATER en sociologie du travail à l'Université de Strasbourg.

Annalisa Murgia est Associate Professor (Maître de Conférences) à la Work and Employment Relations Division de l'Université de Leeds (UK). Ses recherches portent sur les trajectoires biographiques et les carrières professionnelles hybrides, mettant l'accent sur les processus de précarisation. Sur ces thèmes, au cours des années 2010, elle a publié de nombreux essais et articles en collaboration avec Emiliana Armano. Elle s'intéresse aussi à la construction sociale du genre dans les organisations et aux formes émergentes d'organisation entre les travailleur-e-s autonomes. Elle est la PI (Principal Investigator) du projet ERC SHARE: Seizing the Hybrid Areas of work by Representing self-Employment (2017-2022).

Chantal Nicole-Drancourt est directrice de recherche au CNRS-LISE-CNAM. A partir de diverses entrées (division sexuelle et sociale du travail dans la famille, arrangements familiaux et trajectoires d'emploi, usages sociaux du temps partiel, insertion dans la vie adulte, système de prise en charge du 'reste à faire' hors travail, réformes des politiques sociales...), elle traite dans ses travaux d'un objet récurrent : la 'mesure', à travers ses empreintes

sociologiques, des mutations des sociétés salariales dans l'ordre du genre (régime temporel, régime d'activité, contrat de sexes, relation Travail/Famille, contrat de solidarité).

Anton Perdoncin est agrégé-préparateur en sociologie à l'École normale supérieure. Il est chercheur associé au Centre Maurice Halbwachs (ENS, CNRS), et à l'IDHES (ENS Cachan, CNRS). Ses activités de recherche portent sur les dynamiques historiques du salariat, en lien avec l'immigration et la transformation des systèmes productifs, et sur les méthodes quantitatives en sciences sociales. Il travaille actuellement sur le recrutement et l'usage de force de travail marocaine dans les mines du Nord-Pas-de-Calais, ainsi que sur les trajectoires d'immigration antillaise, organisées par le BUMIDOM, dans l'hexagone.

Olivier Pilmis est chargé de recherches CNRS au Centre de Sociologie des Organisations (Sciences Po, CNRS). Ses travaux de recherche se situent principalement au croisement de la sociologie économique et de la sociologie du travail. Il est notamment l'auteur d'une thèse de doctorat proposant une comparaison des comédiens intermittents et des journalistes pigistes, qui a été publiée aux éditions Economica (*L'intermittence au travail. Une sociologie des marchés de la pige et de l'art dramatique*, 2013).

Maxime Quijoux est sociologue, Chargé de recherche au CNRS, membre des laboratoires de recherche Printemps-UVSQ et LISE-CNAM. Ses recherches portent sur les mobilisations au travail ainsi que sur les Sociétés Coopératives et Participatives (SCOP). Elles interrogent plus globalement les transformations du monde du travail, en s'intéressant à la fois la place de ses principaux acteurs –notamment les syndicats– et celle de la sociologie dans l'examen de ces transformations.

Florent Racine est doctorant en sociologie au laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique (Lise-Cnam, UMR 3320). Sa thèse porte sur les managers de rayon de la grande distribution alimentaire et mobilise la sociologie du travail et de l'emploi ainsi que la sociologie des groupes professionnels.

Frédéric Rey est sociologue, maître de conférences au Cnam et membre du laboratoire Lise-CNRS. Ses travaux portent sur les régulations du travail et de l'emploi aux marges du salariat, notam-

ment dans les petites entreprises. Spécialiste du syndicalisme, il est membre du réseau thématique « relations professionnelles » de l'Association Française de sociologie et représente la CFDT en tant que personnalité scientifique à l'Institut de Recherches Économiques et Sociales (Ires).

Ferruccio Ricciardi est historien, chargé de recherche au CNRS il est membre du Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE-CNRS/CNAM) Son champs de recherche recouvre l'histoire du travail et de l'organisation du travail, l'histoire des savoirs et des techniques de gestion, l'histoire du travail colonial, la sociologie de la connaissance. Il mène un programme de recherche sur la sociohistoire de la catégorisation ethnique et de genre dans l'organisation du travail dans une perspective comparée et transnationale. Il s'intéresse notamment à l'histoire du travail colonial afin de réinterroger les cadres institutionnels et cognitifs au fondement du régime salarial.

Cinara L. Rosenfield, sociologue, professeure au département de sociologie à l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul (Porto Alegre). Chercheuse au Conseil National de Développement Scientifique et Technologique (CNPq), elle dirige le groupe de recherche « Travail et Justice Sociale » (JusT). Ses domaines d'intérêt : sociologie du travail et théories de la reconnaissance. Elle a publié récemment : « Labour, self-entrepreneurship in Brazil and paradoxes of social freedom », *Transfer: European Review of Labour and Research*, n.24, 2018, p. 337-352 ; « Crise de sentido no capitalismo por projetos: o trabalho dos quadros superiores de TI. In: Bridi, Maria Aparecida; LIMA. Jacob Carlos. (Org.). *Flexíveis, Virtuais e Precários? Os trabalhadores em tecnologias de informação*. Curitiba: Editora UFPR, 2018 (avec F. Maciel et T.W. Mossi).

Nicolas Roux, docteur en sociologie au Laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique (Lise) Il soutient sa thèse intitulée « Un emploi discontinu soutenable ? Trajectoires sociales de saisonniers agricoles et d'artistes du spectacle » le 3 novembre 2017 au Conservatoire national des arts et métiers. Champs de recherche : travail, emploi, précarité ; biographies, trajectoires ; classes sociales ; insertion sociale et professionnelle.

Corinne Siino est Professeure des Universités en Aménagement et urbanisme à l'Université de Toulouse 2, Jean Jaurès. Elle est membre de l'unité de recherche LISST- CIEU UMR 5193. Ses recherches portent sur Emploi ,chômage et marchés du travail urbain, Développement économique et inégalités socio-spatiales, mobilités. Les régions sur lesquelles portent les travaux : France, Amérique du Nord , Brésil.

Cyprien Tasset est docteur en sociologie (IRIS, EHESS – CNRS). Sa thèse, menée sous la direction de Luc Boltanski et soutenue en 2015, s'intitule : « Les intellectuels précaires, genèses et réalités d'une figure critique ». Avec Adrien Mazières-Vaysse et Giulia Mensitieri, il prépare actuellement un dossier de la revue *Émulations* intitulé: «Précarité, précaires, précarariat. Aller-retours internationaux».

Jens Thoemmes, sociologue, directeur de recherche au CNRS, laboratoire CERTOP (UMR 5044 avec l'Université de Toulouse Jean-Jaurès). Directeur de la Revue *Temporalités*. Recherche actuelle : Programme ANR franco-allemand sur la négociation collective des comptes épargne temps et ses usages par les salariés. A publié : *Vers la fin du temps de travail ?* PUF, Paris, 2000, *La négociation du temps de travail : une comparaison France – Allemagne*, L.G.D.J., Paris, 2010, *Organizations and Working Time Standards: a Comparison of Negotiations in Europe*, Routledge: New York, 2013.

Jean-Baptiste Velut est Maître de Conférences en Civilisation Américaine à l'Université Sorbonne Nouvelle. Ses recherches portent sur les accords de libre-échange, la politique commerciale américaine et les débats sur la mondialisation aux Etats-Unis et en Europe. Il coordonne actuellement un réseau de chercheurs européens sur l'inclusion dans les négociations commerciales financé par l'Institut des Amériques. Il a co-dirigé l'ouvrage *Understanding Mega Free Trade Agreements: The Political and Economic Governance of New Cross-Regionalism* (Routledge, 2017). Depuis 2016, J.B. Velut a contribué à trois études d'impact sur des accords commerciaux pour la DG Commerce de la Commission Européenne.

Paolo Vignola, docteur en Philosophie, enseigne esthétique, philosophie de la littérature et théorie littéraire chez UArtes, Universidad de las Artes de Guayaquil (Equateur). Il travaille aussi dans les domaines de la philosophie de la technologie, de l'écologie

politique et de la philosophie contemporaine, domaine dans lequel il a publié plusieurs livres et articles. Cofondateur de la revue internationale de philosophie *La Deleuziana*, il a récemment dirigé la nouvelle édition italienne de *Mille plateaux* de Deleuze et Guattari (2017) et l'ouvrage collectif *Las artes de Gilles Deleuze. Procesos artísticos, creaciones y experimentaciones* (2018).

